

MALI : 330 MILLIONS DE DOLLARS SONT ENCORE NECESSAIRES POUR LA REPONSE HUMANITAIRES INTEGRANT LES BESOINS LIES A LA PANDEMIE DE COVID-19

Bamako, 24 juillet 2020- Au Mali, l'avènement de la COVID-19 a conduit à une révision du Plan de Réponse Humanitaire (PRH). De nouveaux besoins humanitaires liés à cette pandémie se sont ajoutés à ceux déjà identifiés au début de l'année. Le budget du plan révisé s'élève désormais à 474 millions de dollars américains, soit 84 millions de plus qu'en janvier 2020. A ce jour, le PRH révisé est financé à hauteur de 30 pour cent selon le service de suivi financier ([fts](#)). Au total, 144 millions sont mobilisés et le déficit de financement est estimé à 330 millions de dollars dont 45 millions destinés à la lutte contre la COVID-19.

“Les fonds mobilisés par les partenaires humanitaires servent à financer des actions coordonnées avec celles du Gouvernement. Au nom de tous les partenaires humanitaires, j'adresse mes remerciements à tous ceux qui nous ont apportés leur soutien essentiel jusque-là. Cependant, au regard des besoins humanitaires croissants et de l'insuffisance des fonds mobilisés, j'exhorte les partenaires à financer davantage et en temps opportun les opérations d'urgence au Mali afin d'empêcher des pertes en vies humaines évitables, de préserver la dignité des populations affectées et de favoriser leur résilience,” a souligné Mme Mbaranga Gasarabwe, coordonnatrice Humanitaire pour le Mali.

Ce plan vise à couvrir les besoins urgents de 5,5 millions de personnes dans les secteurs de la santé, de la nutrition, de la sécurité alimentaire, de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), des abris et des biens non alimentaires, de la protection et de l'éducation. Il convient de souligner que le niveau de financement des secteurs des abris, de l'EHA et de la protection reste particulièrement bas et se situe en dessous de dix pour cent. De plus, avec la mobilisation de moins de 20 pour cent des 176 millions de dollars recherchés à travers le PRH révisé, les ONG attirent l'attention sur les risques de réduction de l'assistance que pourrait entraîner le manque de fonds surtout dans les zones de conflits où elles sont le plus présentes.

“La crise humanitaire multidimensionnelle dans le pays est aujourd'hui rendue plus complexe par la COVID-19 qui exige une adaptation des priorités et des modes d'interventions opérationnelles en phase avec les mesures barrières pour la lutte contre la propagation de la maladie,” a affirmé Mme Mbaranga Gasarabwe, Coordonnatrice Humanitaire pour le Mali. *“Face à l'obligation de sauver des vies, les partenaires humanitaires se sont adaptés au nouveau contexte sanitaire et ont rapidement intégré dans leurs interventions des actions d'assistance directement liées à la COVID-19.”*

La nouvelle crise sanitaire causée par la COVID-19 combinée à la persistance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi qu'aux défis de plus en plus inquiétants de protection de la population civile dus à l'instabilité sécuritaire dans certaines parties du pays ont pour conséquence une accentuation de la vulnérabilité des ménages démunis. La population civile, y compris les femmes et les enfants, continue d'être victime des actes de violence liés aux conflits et à la criminalité. Dans ce contexte, de nombreux civils sont forcés de fuir pour échapper à l'insécurité. Le nombre de personnes déplacées internes a quadruplé en deux ans, en passant de 60 500 en avril 2018 à 250 900 en avril 2020. À cela s'ajoutent les migrants en situation irrégulière qui, à l'instar des personnes en déplacement, sont confrontés aux mêmes menaces sécuritaires et sanitaires. De juin 2016 à la fermeture des frontières terrestres du Mali en mars, près de 262 100 personnes -dont 92 833 entrantes et 169 270 sortantes- ont été observées dans les points de contrôle des flux migratoires par les agents de l'OIM, ce qui représente une moyenne de 344 personnes en mouvement par jour. Sans une réponse appropriée, la crise sanitaire pourrait s'aggraver, puisque la fermeture des frontières terrestres pourrait accroître le nombre de personnes utilisant des points de passage frontaliers non officiels et non surveillés.

La population en insécurité alimentaire continue également d'augmenter et risque de dépasser les projections alarmantes du Cadre harmonisé de mars 2020 qui estiment à 1,3 million le nombre de personnes actuellement en insécurité alimentaire sévère, soit plus du double du nombre de personnes touchées l'année dernière à la même période. En effet, l'impact économique dû à la pandémie de COVID-19 grèvera les revenus des populations les plus vulnérables et aggravera ainsi l'insécurité alimentaire à court terme.

L'accès aux services sociaux de base reste fragilisé par l'insécurité. Pour rappel, 23 pour cent des structures sanitaires dans le nord et le centre ne sont pas fonctionnels en cette période de crise sanitaire. Plus de 1 200 écoles étaient non fonctionnelles à cause de l'insécurité avant l'enregistrement des premiers cas de COVID-19 dans le pays. Cette situation a été aggravée par la fermeture des écoles sur tout le territoire vers mi-mars. En début juin, les classes d'examen ont repris mais toutes les autres classes restent fermées, privant ainsi 3,8 millions d'enfants d'accès à l'éducation et à la protection. Il convient de noter que les populations du nord, en particulier les personnes déplacées internes, ont un accès limité à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, indispensables pour lutter contre certaines maladies à potentiel épidémique comme la COVID-19. De plus, l'absence d'abris adéquats crée parfois la

promiscuité qui peut être un facteur de risque sanitaire en période d'épidémie. Des actions sont en cours pour améliorer les conditions de vie des communautés les plus vulnérables, mais elles méritent d'être davantage soutenues pour plus d'efficacité et de durabilité.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Mme Katy Thiam, Chef de l'Unité Information Publique d'OCHA Mali, Email : thiamk@un.org; tél : +223 75 99 57 61

M. Ibrahima Kone, Chargé de l'Information Publique, OCHA Mali, Email : kone65@un.org; Tél : +223 75 99 55 81

